

EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

REGION WALLONNE

F. 83 — 1009

8 JUIN 1983. — Décret modifiant pour la Région Wallonne la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et réorganisant la Société de Développement Régional pour la Wallonie (1).

Le Conseil Régional Wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. A dater de l'entrée en vigueur de l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles :

§ 1. La Société de Développement Régional pour la Wallonie ci-après dénommée S.D.R.W. est dissoute.

§ 2. Les attributions de la S.D.R.W. sont transférées au Ministère de la Région Wallonne sans préjudice des dispositions de l'article 2 du présent décret.

§ 3. Les biens mobiliers et immobiliers ainsi que tous les droits et obligations de la S.D.R.W. sont repris par la Région Wallonne.

§ 4. Les membres du personnel de la S.D.R.W. sont repris au sein du Ministère de la Région Wallonne.

L'Exécutif prend les mesures nécessaires pour leur assurer une situation administrative et pécuniaire équivalente à celle qu'ils connaissent au moment de leur reprise.

Art. 2. En plus des missions qui leur sont confiées par la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique :

— la section wallonne de la direction régionale du Bureau du Plan dresse l'inventaire des besoins de la Région et établit l'état d'avancement des travaux en cours;

— le Conseil économique régional pour la Wallonie, en collaboration avec les associations intercommunales dispose, en vue de réaliser le plan, d'un pouvoir général de suggestion, d'impulsion et de coordination des propositions auprès des milieux privés comme des autorités pour la promotion des activités productrices, de l'aménagement du territoire et des infrastructures régionales.

Dispositions transitoires

Art. 3. A titre transitoire, en attendant l'entrée en vigueur de l'article 87, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, sont applicables les dispositions suivantes :

§ 1er. La Société de Développement Régional pour la Wallonie, dénommée ci-après S.D.R.W., est un organisme de droit public doté de la personnalité civile.

§ 2. Le siège de la S.D.R.W. est établi à Namur.

L'Exécutif Régional Wallon décide du lieu où elle exercera ses activités.

§ 3. La S.D.R.W. assure toutes les missions qu'elle exerce au moment de l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 4. La S.D.R.W. est gérée par l'Exécutif Régional Wallon lequel peut déléguer ses pouvoirs à ses membres conformément à l'arrêté de l'Exécutif portant répartition des compétences entre ses membres.

La gestion journalière peut être confiée par arrêté de l'Exécutif aux fonctionnaires dirigeants du Ministère de la Région Wallonne, aux fonctionnaires dirigeants de la S.D.R.W. ainsi qu'aux chefs de service de la S.D.R.W.

§ 5. Les ressources dont dispose la S.D.R.W. sont :

a) un subside annuel alloué par l'Exécutif;

b) le produit d'emprunts qu'elle contracte moyennant autorisation préalable de l'Exécutif;

c) ses revenus propres.

§ 6. Le budget et les comptes établis annuellement par l'Exécutif sont joints au budget et aux comptes de la Région Wallonne et approuvés par le Conseil Régional Wallon.

Toutes les recettes et les dépenses sont portées au budget et dans les comptes.

§ 7. Sont d'application à la S.D.R.W. dans les mêmes conditions qu'au Ministère de la Région Wallonne :

a) les dispositions des lois du 15 mai 1846 et du 26 juin 1963, sur la comptabilité de l'Etat;

b) les dispositions de la loi du 29 octobre 1846, relative à la Cour des Comptes, et les dispositions relatives au Comité Supérieur de Contrôle;

c) les dispositions relatives au contrôle administratif et budgétaire.

Les attributions que fixent les dispositions légales et réglementaires précitées sont exercées, selon le cas, par les organes correspondants de la Région Wallonne.

§ 8. Sont d'application à titre transitoire au personnel de la S.D.R.W. :

— les arrêtés royaux du 3 mars 1977 et du 1er juillet 1980, portant approbation du cadre et du règlement organique du personnel de la S.D.R.W., ainsi que des dispositions modificatives y relatives;

— l'arrêté royal du 12 mai 1977, rendant le régime de pensions, institué par la loi du 28 avril 1958, applicable au personnel de la S.D.R.W.;

— l'arrêté royal du 12 mai 1977, relatif à la réparation en faveur des membres du personnel de la S.D.R.W. des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail.

Les compétences du Conseil d'administration visées dans ces arrêtés sont exercées par l'Exécutif Régional Wallon, conformément au § 4, alinéa 1er.

§ 9. La S.D.R.W. peut effectuer, au nom de la Région Wallonne, les acquisitions et expropriations auxquelles ses missions donnent lieu. Ces acquisitions et expropriations sont effectuées par la S.D.R.W., conformément aux lois et arrêtés auxquels sont assujetties les administrations de l'Etat.

Le produit de la vente des immeubles ainsi que toute recette généralement quelconque à provenir des immeubles acquis sont attribués à la S.D.R.W.

§ 10. Tous les marchés pour travaux, fournitures, services et promotions sont soumis aux dispositions légales et réglementaires applicables aux marchés passés au nom de la Région.

Disposition finale

Art. 4. La loi-cadre du 15 juillet 1970, portant organisation de la planification et de la décentralisation économique est abrogée en ce qui concerne la Société de Développement Régional pour la Wallonie.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 juin 1983.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne,
chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE

(1) Session 1981-1982.

Documents du Conseil. — 38 (1981-1982) n° 1, projet; 38 (1981-1982) n° 2, rapport.

Session 1982-1983.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 26 janvier 1983. Discussion et vote.

Le Ministre de la Région Wallonne,
chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,

A. DAMSEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Budget et l'Energie,

Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Technologies nouvelles
et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire
et de la Forêt pour la Région Wallonne,

M. WATHELET

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau,
l'Environnement et la Vie Rurale,

V. FEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne,
pour le Logement et l'Informatique,

A. BERTOUILLE

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 83 — 1009

8. JUNI 1983

Dekret zur Abänderung für die Wallonische Region des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 über die Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Umgestaltung der Gesellschaft für die Regionale Entwicklung für Wallonien (1)

Übergangsbestimmungen

Der Wallonische Regionalrat hat verabschiedet und Wir, die Exekutive, sanktionieren folgendes :

Artikel 1. Nach Inkrafttreten des Artikels 87 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen :

§ 1. Wird die Gesellschaft für die Regionale Entwicklung für Wallonien, nachstehend G.R.E.W. genannt, aufgelöst.

§ 2. Werden dem Ministerium der Wallonischen Region die Zuständigkeiten der G.R.E.W. übertragen unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 2 dieses Dekretes.

§ 3. Werden die beweglichen und unbeweglichen Güter sowie alle Rechte und Pflichten der G.R.E.W. von der Wallonischen Region übernommen.

§ 4. Werden die Personalmitglieder der G.R.E.W. vom Ministerium der Wallonischen Region übernommen.

Die Exekutive trifft die notwendigen Massnahmen, um ihnen eine verwaltungsmässig und finanziell gleiche Stellung zu gewährleisten wie diejenige, die sie zum Zeitpunkt ihrer Übernahme innehaben.

Art. 2. Ausser den Aufgaben, die ihnen durch das Rahmengesetz vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und wirtschaftlichen Dezentralisierung anvertraut wurden :

— stellt die wallonische Abteilung der regionalen Direktion des Planburos ein Verzeichnis der Bedürfnisse der Region sowie einen Bericht über den erreichten Stand der laufenden Arbeiten auf;

— verfügt der Regionale Wirtschaftsrat für Wallonien, in Zusammenarbeit mit den interkommunalen Vereinigungen, zur Verwirklichung des Plans in privaten Kreisen sowie bei den Behörden über eine allgemeine Befugnis, um Anregungen und Impulse zu geben und die Vorschläge zur Förderung der Produktionstätigkeiten, der Raumordnung und der regionalen Infrastrukturen zu koordinieren.

Art. 3. In Erwartung des Inkrafttretens des Artikels 87 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen sind folgende Bestimmungen vorübergehend anwendbar :

§ 1. Die Gesellschaft für die Regionale Entwicklung für Wallonien, nachstehend G.R.E.W. genannt, ist eine Einrichtung Öffentliche Rechts mit Rechtspersönlichkeit.

§ 2. Sitz der G.R.E.W. ist Namür.

Die Wallonische Regionalexekutive entscheidet über den Ort, wo sie ihre Tätigkeit ausübt.

§ 3. Die G.R.E.W. nimmt alle Aufgaben wahr, die sie beim Inkrafttreten des vorliegenden Dekretes ausübt.

§ 4. Die G.R.E.W. wird von der Wallonischen Regionalexekutive verwaltet, die ihre Befugnisse ihren Mitgliedern übertragen kann gemäss dem Beschluss der Exekutive zur Verteilung der Zuständigkeiten unter ihren Mitgliedern.

Die tägliche Verwaltung kann durch einen Beschluss der Exekutive den leitenden Beamten des Ministeriums der Wallonischen Region, den leitenden Beamten der G.R.E.W. sowie den Abteilungsleitern der G.R.E.W. anvertraut werden.

§ 5. Die G.R.E.W. verfügt über folgende Einnahmequellen :

- einen jährlichen Zuschuss, den die Exekutive bewilligt;
- den Ertrag der Anleihen, die sie mit vorheriger Erlaubnis der Exekutive aufnimmt;
- ihre eigenen Einkünfte.

§ 6. Die jährlich von der Exekutive aufgestellten Haushaltspläne und Rechnungen werden dem Haushaltsplan und den Rechnungen der Wallonischen Region beigelegt und vom Wallonischen Regionalrat genehmigt. Alle Einnahmen und Ausgaben werden in den Haushaltsplan und in die Rechnungen eingetragen.

§ 7. Bei der G.R.E.W. sind folgende Bestimmungen unter denselben Bedingungen wie beim Ministerium der Wallonischen Region anwendbar :

- die Bestimmungen der Gesetze vom 15. Mai 1846 und 26. Juni 1963 über die Buchführung des Staates;

(1) Sitzungsperiode 1981-1982.

Ratsdokument, 38 (1981-1982) Nr. 1, Vorschlag; 38 (1981-1982) Nr. 2, Bericht.

Sitzungsperiode 1982-1983.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 26. Januar 1983, Diskussion und Abstimmung.

b) die Bestimmungen des Gesetzes vom 29. Oktober 1846 über den Rechnungshof und die Bestimmungen über das Hohe Kontrollkomitee;

c) die Bestimmungen über die Verwaltungs- und Haushaltskontrolle
c) die Bestimmungen über die Verwaltungs- und Haushaltskontrolle.

Die Befugnisse, die durch die oben erwähnten gesetzlichen und ordnungsmässigen Bestimmungen festgelegt werden, werden je nach Fall von den entsprechenden Organen der Wallonischen Region ausgeübt.

§ 8. Folgende Erlasse sind vorübergehend auf das Personal der G.R.E.W. anwendbar :

— die Königlichen Erlasse vom 3. März 1977 und vom 1. Juli 1980 zur Genehmigung des Stellenplans und der Grundordnung des Personals der G.R.E.W. sowie der diesbezüglichen Abänderungsbestimmungen;

— der Königliche Erlass vom 12. Mai 1977 zur Anwendung der durch das Gesetz vom 28. April 1958 eingesetzten Pensionsregelung auf das Personal der G.R.E.W.;

— der Königliche Erlass vom 12. Mai 1977 über die Wiedergutmachung, zugunsten der Personalmitglieder der G.R.E.W., der Schäden aus Arbeitsunfällen und aus Unfällen, die sich auf dem Arbeitsweg ereignet haben.

Die in diesen Erlassen erwähnten Befugnisse des Verwaltungsexekutives werden gemäss § 4, Absatz 1 von der Wallonischen Regional-exekutive ausgeübt.

§ 9. Die G.R.E.W. kann im Namen der Wallonischen Region die Anschaffungen und Enteignungen vornehmen, zu denen ihre Aufgaben Anlass geben. Diese Anschaffungen und Enteignungen werden von der G.R.E.W. gemäss den Gesetzen und Erlassen vorgenommen, denen die Verwaltungen des Staates unterworfen sind.

Der Ertrag des Wiederverkaufs der Immobilien sowie jegliche Einnahmen gleich welcher Art aus erworbenen Immobilien sind für die G.R.E.W. bestimmt.

§ 10. Alle Aufträge über Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen, Dienstleistungen und Förderungsgeschäfte unterliegen den gesetzlichen und ordnungsmässigen Bestimmungen, die auf die im Namen der Region abgeschlossenen Aufträge anwendbar sind.

Schlussbestimmung

Art. 4. Das Rahmengesetz vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung ist für den Teil aufgehoben, der die Gesellschaft für die Regionale Entwicklung für Wallonien betrifft.

Brüssel, den 8. Juni 1983.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Région, der mit der Wirtschaftspolitik beauftragt ist,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region, der mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen beauftragt ist,

A. DAMSEAUX

Der Minister der Wallonischen Région für Haushalt und Energie,

Ph. BUSQUIN

Der Minister der Neuen Technologien und K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,

M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region für Wasserwesen, Umwelt und Landleben,

V. FEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Wohnungswesen und Datenverarbeitung,

A. BERTOUILLE

—
VERTALING

—
WAALSE GEWEST

N. 83 — 1009

8 JUNI 1983. — Decreet tot wijziging voor het Waalse Gewest van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en herinrichting van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Wallonië (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Vanaf de inwerkingtreding van artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus tot hervorming der instellingen :

§ 1. Wordt de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Wallonië ontbonden.

§ 2. Worden de bevoegdheden van de G.O.M.W., onverminderd de bepalingen van artikel 2 van dit decreet, overgedragen aan het Ministerie van het Waalse Gewest.

§ 3. Worden alle roerende en onroerende goederen evenals alle rechten en verplichtingen van de G.O.M.W. overgenomen door het Waalse Gewest.

§ 4. Worden de personeelsleden van de G.O.M.W. opgenomen in de schoot van het Ministerie van het Waalse Gewest.

De Executieve neemt de nodige maatregelen om hun een administratieve en geldelijke toestand te waarborgen welke gelijkwaardig is met die welke ze op het ogenblik van hun overname kenden.

(1) Zitting 1981-1982.

Bescheiden van de Raad. — 38 (1981-1982), nr. 1, ontwerp; 38 (1981-1982) nr. 2, verslag.

Zitting 1982-1983.

Integraal verslag. — Openbare vergadering van 26 januari 1983. Bespreking en stemming.

Art. 2. Naast de opdrachten die hun worden toevertrouwd bij de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie :

— maakt de Waalse afdeling van de gewestelijke directie van het Planbureau de inventaris op van de behoeften van het Gewest evenals de stand van zaken van de aan gang zijnde werkzaamheden;

— beschikt de Gewestelijke Economische Raad voor Wallonië, ter uitvoering van het plan, in samenwerking met de intercommunale verenigingen, over een algemene bevoegdheid qua suggestie, aansporing en coördinatie van de voorstellen bij privé-kringen en bij de overheid ter bevordering van productieve werkzaamheden, ruimtelijke ordening en gewestelijke infrastructuur.

Overgangsbepalingen

Art. 3. Als overgangsmaatregel, in afwachting van de inwerkingtreding van artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zijn onderstaande bepalingen van toepassing :

§ 1. De Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Wallonië, hierna G.O.M.W. genaamd is een publiekrechtelijke instelling met rechtspersoonlijkheid.

§ 2. De zetel van de G.O.M.W. is gevestigd te Namen.

De Waalse Gewestexecutieve beslist over de plaats waar ze haar bedrijvigheid uitoefent.

§ 3. De G.O.M.W. zorgt voor alle opdrachten welke ze bij de inwerkingtreding van onderhavig decreet volbrengt.

§ 4. De Waalse Gewestexecutieve bestuurt de G.O.M.W. en kan haar leden haar bevoegdheden, overeenkomstig het besluit van de Executieve, houdende verdeling van de bevoegdheden onder haar leden, overdragen.

De Executieve kan het dagelijks bestuur de leidinggevende ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest, de leidinggevende ambtenaren van de G.O.M.W. en de diensthoofden van de G.O.M.W. bij besluit toevertrouwen.

§ 5. De G.O.M.W. beschikt over onderstaande middelen :

- a) een jaartoeelage van de Executieve;
- b) de opbrengst van de leningen welke ze na voorafgaande machtiging van de Executieve aangaat;
- c) haar eigen inkomsten.

§ 6. Begroting en rekeningen welke de Executieve jaarlijks opmaakt, worden bij begroting en rekeningen van het Waalse Gewest gevoegd en door de Waalse Gewestraad goedgekeurd.

Alle inkomsten en uitgaven worden op begroting en rekeningen ingeschreven.

§ 7. Op de G.O.M.W. zijn, onder dezelfde voorwaarden als voor het Ministerie van het Waalse Gewest, onderstaande bepalingen van toepassing :

a) die der wetten van 15 mei 1846 en van 26 juni 1963 op de Rijkscomptabiliteit;

b) die der wet van 29 oktober 1846 betreffende het Rekenhof en die betreffende het Hoog Comité van Toezicht;

c) die in verband met de administratieve en de begrotings-circulaire.

De bij de wets- en reglements-bepalingen vastgelegde bevoegdheden worden, naargelang van het geval, door de overeenstemmende lichamen van het Waalse Gewest uitgeoefend.

§ 8. Op het personeel van de G.O.M.W. zijn de volgende overgangsbepalingen van toepassing :

— de koninklijke besluiten van 3 maart 1977 en van 1 juli 1980, tot goedkeuring van de formatie en van het organiek reglement van het personeel van de G.O.M.W., evenals van de desbetreffende wijzigingsbepalingen;

— het koninklijk besluit van 12 mei 1977 tot toepassing van het bij de wet van 28 april 1958 ingestelde pensioenstelsel op het personeel van de G.O.M.W.;

— het koninklijk besluit van 12 mei 1977 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk ten gunste van de personeelsleden van de G.O.M.W.;

De bij deze besluiten bedoelde bevoegdheden van de Raad van Beheer worden door de Waalse Gewestexecutieve uitgeoefend, overeenkomstig § 4, 1e lid.

§ 9. De G.O.M.W. kan namens het Waalse Gewest overgaan tot de aankopen en onteigeningen waartoe haar opdrachten aanleiding geven. Die aankopen en onteigeningen geschieden door de G.O.M.W., overeenkomstig de wetten en besluiten waaraan de Rijksbesturen onderworpen zijn.

De opbrengst van de wederverkoop der gebouwen evenals alle ontvangsten uit verworven gebouwen worden de G.O.M.W. toegekend.

§ 10. Alle opdrachten voor aanneming van werken, leveringen, diensten en bevorderingen zijn onderworpen aan de wets- en reglements-bepalingen welke toepasselijk zijn op de namens het Gewest gegunde opdrachten.

Slotbepaling

Art. 4. De kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie wordt opgeheven wat de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Wallonië betreft.

Gegeven te Brussel, 8 juni 1983.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie,

J.M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest, belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,

A. DAMSEAUX

De Minister van het Waalse Gewest, voor de Begroting en de Energie,

Ph. BUSQUIN

De Minister van de Nieuwe Technologieën en Kleine en Middelgrote Ondernemingen, van de Ruimtelijke Ordening en van de Bossen voor het Waalse Gewest,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,

V. FEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en de Informatica,

A. BERTOUILLE